

Affaire Libération / AFP

Il n'y a pas de fumée sans feu

Le directeur de Libération Laurent Joffrin ayant mis en cause le traitement réservé par l'AFP à trois exclusivités publiées par son journal ces derniers mois, dans une tribune de ce quotidien intitulée "*L'agence France-frousse*", la rédaction en chef, puis la direction de l'information, ont cru bon de se livrer à un exercice d'auto-satisfaction en affirmant en substance que l'AFP ne publiait que des informations vérifiées par ses journalistes.

S'ils n'acquiescent pas à tout ce qu'écrit Laurent Joffrin dans cette tribune, les journalistes CGT de l'AFP lui font crédit de poser une vraie question, de fond : celle de l'indépendance de l'AFP à l'égard de tous les pouvoirs et de sa contribution au pluralisme de l'information, enjeu capital de toute société démocratique.

Ils tiennent à faire savoir qu'ils ne sont nullement solidaires de la prise de position de la "haute" hiérarchie rédactionnelle, qui inspire au contraire défiance et inquiétude.

QUAND LA DIRECTION DEFEND L'INDEFENDABLE

Que l'AFP cherche à vérifier, aussitôt connue, la véracité d'une information publiée par un média, quoi de plus normal. Qu'elle retienne pendant douze heures une info de nature à faire la Une de l'actualité (en l'occurrence, la constitution par la BNP-Paribas d'une provision d'environ un milliard d'euros à distribuer à ses traders pour 2009) en est une autre. La rédaction en chef faisant valoir que la banque, contactée, a aussitôt démenti cette information (pour la confirmer le lendemain!), que n'a-t-elle décidé de publier l'info de Libé assortie du démenti de BNP-Paribas, comme l'AFP le fait si souvent selon une méthode éprouvée ?

En conférence de rédaction vendredi, le rédacteur en chef France a fait valoir que Libération n'était "*pas un média spécifiquement économique*".

Qu'est-ce que c'est que ce dédain pour la presse généraliste, quand elle traite de questions économiques ? A ses yeux, seuls Les Echos et La Tribune et quelques autres triés sur le volet, seraient donc dignes de confiance. Et pourtant, combien d'informations sensibles publiées dans ce domaine par des médias non spécialisés, sans doute moins perméables aux influences et allégeances cultivées par les milieux d'affaires ! L'enquête de l'Autorité des marchés financiers concernant deux hauts responsables de la Société générale, pour un éventuel délit d'initié, ne vient-elle pas d'être révélée par le site internet du Nouvel Observateur ?

Le traitement - à ses débuts en tout cas - réservé par l'AFP à cette affaire, à la demande ou avec l'aval de la rédaction en chef, donne inmanquablement le sentiment que nous avons cherché à protéger la BNP-Paribas, en tout cas à ne pas la mettre dans l'embarras. Il est indigne des principes journalistiques de l'agence. Quand il s'agit de la couverture des questions sociales ou de société - immigration, sans papiers - entre autres, la redchef France se montre autrement soucieuse d'"équilibre", au point de disséquer d'un oeil soupçonneux tout ce qui s'écrit sur ces sujets !

"*L'Agence France Presse aurait-elle soudain peur des pouvoirs ?*" interpelle Joffrin. La question se pose, en effet. "*On ne fait plus notre travail!*", râlait le même jour une journaliste chevronnée de l'agence. Il y a quelques mois, a ainsi été "retenue" une dépêche, pourtant plutôt anodine, sur la partie privée du séjour de Nicolas Sarkozy au Mexique, qui avait donné lieu à une vive polémique en France sur la prise en charge du coût de son hébergement.

Dans l'affaire des bonus BNP-Paribas, en voulant défendre son choix, la rédaction en chef France défend l'indéfendable. S'ils devaient se répéter, il est légitime de penser que de tels comportements tomberaient sous le coup de l'article 2 du statut qui nous interdit de "*passer, en quelque circonstance que ce soit, sous le contrôle d'un groupement politique, idéologique ou économique*".

La direction de l'agence aurait été bien inspirée de reconnaître une sérieuse défaillance dans cette affaire, plutôt que de "couvrir" un manquement grave à l'efficacité et à la déontologie professionnelles.

AMALGAMES

D'autant que, sur les deux autres litiges, Laurent Joffrin a tort. On comprend qu'il cherche du côté de l'AFP un débouché médiatique à la politique de "coups" journalistiques qu'il a inaugurée depuis son arrivée à la direction de l'un des titres-phare de la presse parisienne. Cela ne justifie pas qu'il se livre à un amalgame entre trois exemples très différents.

Tous les médias ont à coeur d'être identifiés par l'AFP lorsqu'ils ont une exclusivité, c'est légitime. Mais en l'espèce, le directeur de Libération s'est laissé emporter par son ardeur à défendre la cause de son journal. Contrairement à ce qu'il écrit, l'information du 27 avril - selon laquelle la Société Générale avait fait des placements hasardeux à l'origine de pertes pouvant

se monter à 5 milliards d'euros - avait été reprise par l'AFP sans délai, et créditée à Libération. Jusqu'à ce jour d'ailleurs, elle ne s'est pas révélée exacte.

Quant au traitement réservé aux propos de Nicolas Sarkozy sur Luis Zapatero lors d'un déjeuner privé avec des parlementaires en avril dernier, s'il ne figurera pas dans les annales des couvertures politiques de l'AFP, il ne met nullement en jeu l'indépendance de l'agence à l'égard des pouvoirs, contrairement à ce que tente d'accréditer M. Joffrin.

Car il est transparent à la lecture de ces déclarations telles qu'elles sont rapportées par le journal dans un compte-rendu extrêmement fouillé et précis que le président de la République n'ironise pas sur le chef du gouvernement espagnol. Au contraire, il oppose sa réussite à celle des socialistes français (1). Et alors ? Quoi de neuf ?

C'est si vrai que Libé, dans ce compte-rendu (du 16 avril dernier, consultable sur son site internet), n'a pas mis en valeur ces propos. Il y est revenu abondamment après que la presse espagnole - ou plutôt, une partie d'entre elle - s'est largement émue d'un bout de phrase de Nicolas Sarkozy sorti de son contexte (Zapatero "*n'est peut-être pas très intelligent, mais il a gagné deux fois les élections*," etc.) pour ne retenir que le premier membre de phrase où Sarkozy répond à une objection du socialiste Henri Emmanuelli. Seuls ou presque en France Laurent Joffrin et Ségolène Royal n'ont pas compris - ou, plus exactement, fait semblant de ne pas comprendre - le sens de cette "sortie" présidentielle.

Compte-tenu de la multiplicité des sources, il est tout simplement pitoyable que la rédaction en chef ait l'air, au vu du compte-rendu de conf' de vendredi, de continuer de mettre en doute la réalité des propos de Sarkozy tels que Libé en a rendu compte.

MAINTENIR LE STATUT DE L'AFP, GARANT DE SON INDEPENDANCE

La liberté de la presse ne se divise pas. On ne fera donc pas grief à Libération du titre du papier de Joffrin "*L'agence France-frousse*". C'est sa liberté de journaliste et c'est profondément sain, quand bien même c'est un peu provocateur. Et c'est le style Libé. Un "papier" n'est pas une dissertation à l'ENA.

Parler, comme l'ont fait la rédaction en chef et la direction de l'information, d'attaque "*violente*" ou de "*propos insultants*", est donc non seulement déplacé (les journalistes du SNJ-CGT dans la maison ne se sentent nullement "*insultés*"), mais contraire à l'idée même de liberté de la presse. Celle-ci vaudrait donc, à condition d'exonérer l'AFP de toute attaque...

"*Qui aime bien châtie bien*". Remercions donc L. Joffrin d'avoir secoué le cocotier et tiré la sonnette d'alarme sur les graves dangers qui guettent le pluralisme de l'information dans ce pays. Il a mille fois raison de souligner les risques qui pèsent aujourd'hui sur ce fondement de toute démocratie.

C'est pourquoi nous l'invitons, ainsi que tous ses confrères de Libé que nous côtoyons au quotidien, à signer la pétition pour le maintien de l'indépendance de l'AFP (www.sos-afp.org), gravement menacée aujourd'hui par un projet de réforme du statut de cette agence ayant des milliers de clients partout dans le monde, du Japon à l'Amérique du sud, en passant par les Etats-Unis, le Moyen-Orient et l'Europe.

Car, non content de s'être assuré l'appui d'une grande majorité des médias dans l'Hexagone, Nicolas Sarkozy a décidé de rayer d'un trait de plume un statut qui proclame d'emblée l'indépendance de l'AFP à l'égard de tous les pouvoirs, et ne la fait dépendre d'aucun actionnaire puisqu'elle n'a pas de capital, pour la mettre entre les mains de capitaux publics. A n'en pas douter, ceux-ci, demain, appelleront à la rescousse les prédateurs amis du pouvoir politique, qui ont pour noms Bouygues, Bolloré, Dassault...

Lors de ses premiers vœux au personnel après sa nomination, en janvier 2006, le Pdg de l'AFP Pierre Louette déclarait, sans que quiconque le lui ait demandé, qu'il n'y avait nul besoin de changer ce statut, car il n'empêchait pas le développement de l'AFP. Depuis, il a avalé son chapeau, car tel était le prix de l'aide de l'Etat à la modernisation technologique de l'AFP.

Sacrifiera-t-il aussi, au nom du "réalisme", l'indépendance rédactionnelle de l'AFP ? L'épisode des bonus à venir chez BNP-Paribas ne dissipe pas cette inquiétude, c'est le moins que l'on puisse dire. Soyons-en certains: les dérives dénoncées ici iront en se multipliant si l'agence mondiale qu'est l'AFP tombait dans l'orbite du pouvoir sarkozien. Jeter à la rivière les règles "ringardes" d'une agence de presse prisonnière d'une déontologie obsolète et passer de ce pas au règne du "new média", quel pied !

(1) Trois jours après ces agapes, le responsable socialiste Jean-Marc Ayraut déclare: "Ce que je sais, pour avoir parlé à quelques participants à ce déjeuner, (c'est que) ce n'est pas le président du gouvernement espagnol qui a été mis en cause (par M. Sarkozy), c'était plutôt une prise à revers pour tacler les socialistes français" (dépêche AFP du 19/04/09).

Le SNJ-CGT de l'AFP, Paris le 10 août 2009

Adresse du présent texte sur Internet : <http://www.snj-cgt-afp.org/spip.php?article79>